



**Cahier des clauses techniques
particulières commun à l'ensemble des
lots techniques**

SOMMAIRE

I. NOTICE EXPLICATIVE POUR LA LECTURE DES PIECES TECHNIQUES DE L'ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDES ET MARCHES SUBSEQUENTS	4
1. ORGANISATION DES PIECES TECHNIQUES DE L'ACCORD CADRE MIXTE	4
II. OBJET DE L'ACCORD CADRE	4
III. LES INTERVENANTS	4
1. MAITRE D'OUVRAGE	4
2. MAITRISE D'ŒUVRE	5
3. COORDONNATEUR SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	5
4. CONTROLEUR TECHNIQUE	5
IV. PRESENTATION DE NANTES UNIVERSITE	5
V. SITES CONCERNES PAR L'ACCORD CADRE	6
VI. LISTE DES LOTS	7
VII. TRAVAUX PREVUS	7
VIII. GENERALITES	7
1. PRESTATIONS A LA CHARGE DES ENTREPRISES	7
2. DEMARCHES ET AUTORISATIONS	8
3. REGLES D'EXECUTION GENERALES	8
4. PRESTATIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATERIAUX	8
5. TOLERANCES DIMENSIONNELLES	9
6. ETUDES TECHNIQUES	9
7. RESERVATIONS, PERCEMENTS, REBOUCHAGES, SCHELLEMENTS, RACCORDS, ETC.	9
8. REGLEMENTATION GENERALE	9
9. NORMES	11
10. DOSSIERS D'OUVRAGES EXECUTES D.O.E	12
IX. ORGANISATION DU CHANTIER	13
1. INSTALLATIONS DE CHANTIER	13
1. DEGRADATIONS CAUSEES AUX OUVRAGES FINIS	13
2. DEPENSES – COMPTE PRORATA	13
3. HORAIRES, NUISANCES, SECURITE INCENDIE	13
4. TENUE DU CHANTIER	13
5. DELAIS ET PLANNING D'EXECUTION	14
6. RENDEZ-VOUS DE CHANTIER	14
X. RESEAUX EXISTANTS	14
XI. MODIFICATIONS	14
XII. BRUITS DE CHANTIER	15
1. TEXTES LEGISLATIFS – REGLEMENTATIONS	15

2. PRESCRIPTIONS ESSENTIELLES CONCERNANT LES BRUITS DE CHANTIER	15
XIII. NETTOYAGE – EVACUATION DES DECHETS DE CHANTIER	15
1. GENERALITES	15
2. TEXTES LEGISLATIFS – REGLEMENTATIONS	16
XIV. GESTION DE L’AMIANTE	17
1. ATTESTATION DE FORMATION DES TRAVAILLEURS	17
2. MODALITES D’EXECUTION DES TRAVAUX (PRESCRIPTIONS GENERALES)	17
XV. RENSEIGNEMENTS	19

I. Notice explicative pour la lecture des pièces techniques de l'accord cadre à bons de commandes et marchés subséquents

1. Organisation des pièces techniques de l'accord cadre mixte

a. Prescriptions communes à tous les corps d'état

Le présent CCTP commun regroupe les prescriptions communes à tous les corps d'état et définit :

- Le périmètre de la mission,
- Les intervenants sur la mission (Maître d'Ouvrage, Maîtrise d'œuvre, Contrôleur Technique, Coordonnateur SPS, etc.)
- Les principales modalités d'exécution du chantier et de gestion des nuisances.

b. Prescriptions des lots techniques

Dans chaque CCTP de lot technique, une partie est dédiée aux généralités spécifiques au lot concerné. Les candidats sont réputés avoir pris connaissance des généralités du (ou des) lot(s) qui lui est (sont) propres. Les prescriptions techniques sont présentées de la manière suivante :

- Intitulé de la prescription
- Description de la prescription
- **Notaccess** : Cette section a pour but d'identifier les travaux qui peuvent impacter l'accessibilité des personnes en situation de handicap. Ce "Notaccess" fournit un rappel succinct de la réglementation à respecter dans le cadre d'une prescription précise. L'adjudicataire est responsable de la bonne application de ces Notaccess et se doit au minimum de se référer au texte en vigueur afin de prendre en compte l'intégralité des contraintes liées à l'accessibilité dans le cadre des travaux qu'il a à effectuer.

II. Objet de l'accord cadre

Le présent document définit les prestations concernant un accord-cadre de travaux qui s'exécutera par l'émission de bons de commande ou de marchés subséquents.

L'entrepreneur reconnaît avoir pris parfaite connaissance des lieux et des sujétions qu'ils comportent, notamment qu'il peut s'agir de locaux occupés et meublés et des sujétions qui en découlent.

Les travaux seront décrits dans chaque cas par un bon de commande. L'entrepreneur devra se conformer aux indications qui lui auront été données et il suivra, pour leur réalisation, le programme fixé par Nantes Université.

Il est formellement spécifié que la commande est énumérative et non limitative, qu'elle énumère des ouvrages finis et non les ouvrages préparatoires ou les diverses sujétions indispensables pour mener l'exécution à bonne fin et en parfaire l'achèvement, conformément aux règles de l'art, normes et règlements en vigueur.

III. Les intervenants

1. Maître d'ouvrage

Nantes Université

1 quai de Tourville - BP 13522 - 44035 Nantes

Le représentant du Maître d'Ouvrage signataire du contrat est : Madame la Présidente de Nantes Université.

Tél. 02.40.99.83.83

2. Maîtrise d'œuvre

Selon la nature de l'opération, la maîtrise d'œuvre des travaux sera soit assurée par le maître d'ouvrage lui-même par l'intermédiaire des responsables de sites ou conducteurs d'opération, soit par une maîtrise d'œuvre externe.

3. Coordonnateur sécurité et protection de la santé

Un coordonnateur SPS pourra être désigné par la maîtrise d'ouvrage en cas de co-activité. Les entreprises devront se conformer aux obligations que formulera celui-ci.

4. Contrôleur Technique

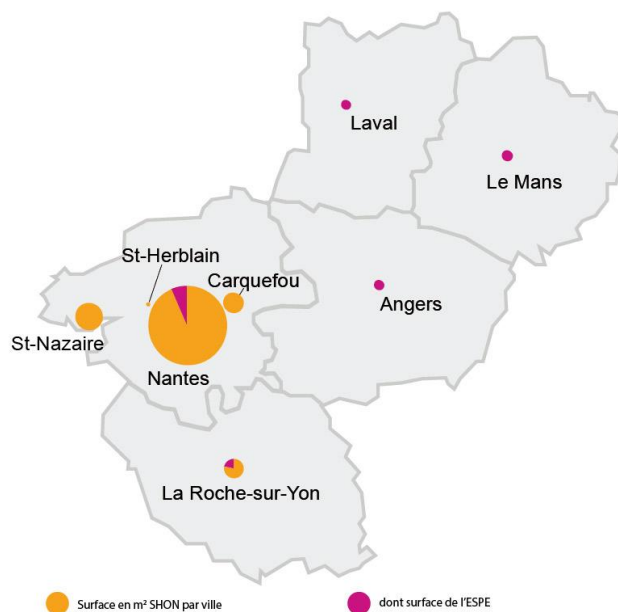
Un contrôleur technique pourra être désigné par la maîtrise d'ouvrage. Les entreprises devront se conformer aux observations que formulera celui-ci.

IV. Présentation de Nantes Université

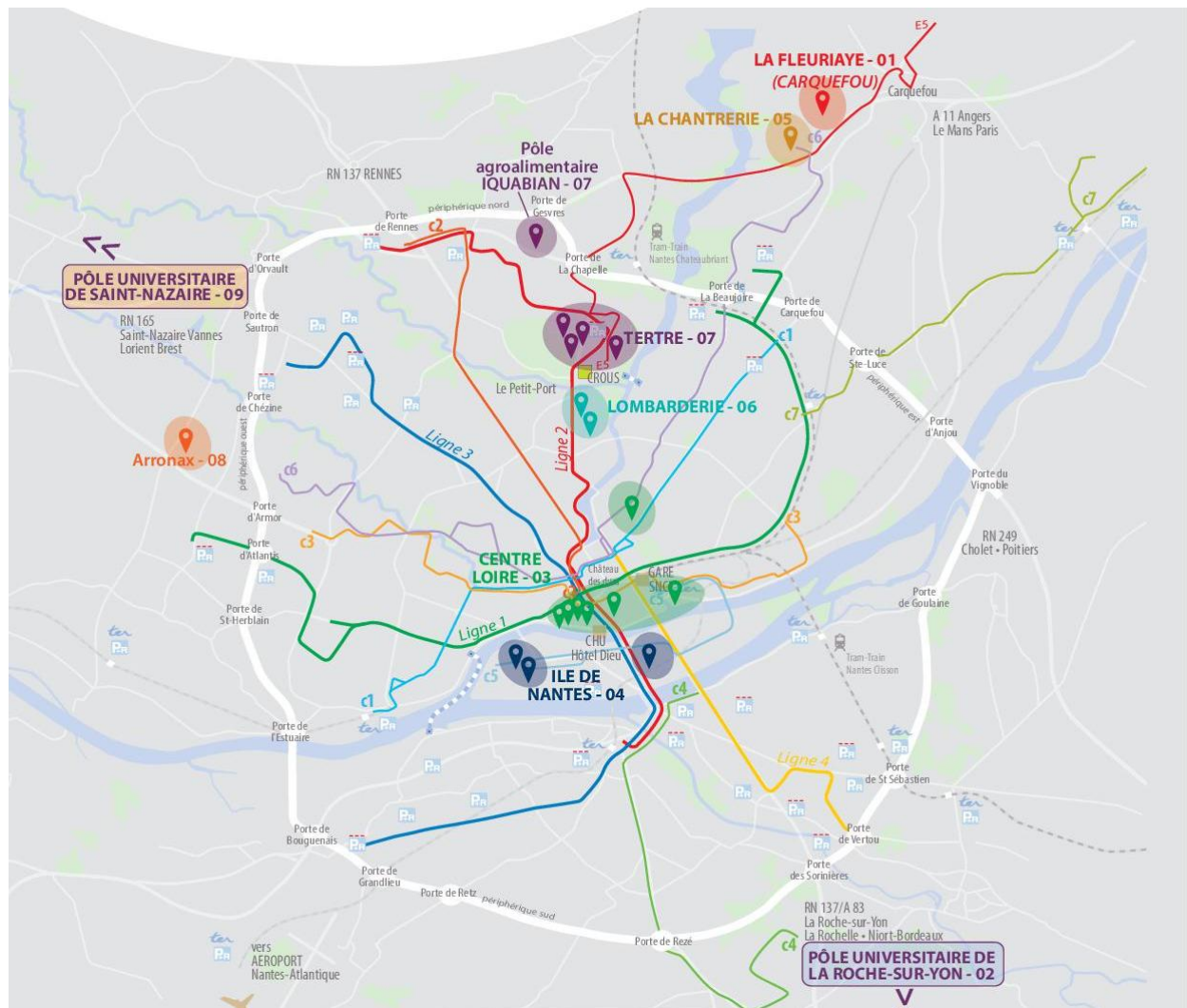
Nantes Université est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPCSCP). Pôle majeur de l'enseignement supérieur dans le grand Ouest, Nantes Université n'a cessé d'aller de l'avant. En 50 ans, elle a porté la formation et la recherche au plus haut niveau. Face aux enjeux d'un monde en mutation rapide, Nantes Université se réinvente un nouveau modèle d'université. Ce modèle place l'étudiant au centre de ses attentions et, plus que jamais, l'humain au cœur de ses ambitions.

Ancrée à Nantes (ville réputée pour sa vitalité, sa culture, son développement économique et sa qualité de vie), Nantes Université rayonne également grâce à ses pôles universitaires de Saint- Nazaire et La Roche-sur-Yon.

Répartition du patrimoine immobilier par ville (données 2014)



Cartographie générale d'implantation des sites de Nantes Université :



V. Sites concernés par l'accord cadre

Site 01 – IUT Nantes

- Site Joffre (3 rue Maréchal Joffre à Nantes)
- Site Fleuriaye (2 avenue Jean Rouxel à Carquefou)"

Site 03 – Loire

- Divers sites centre-ville proches CHU et Ile de Nantes

Site 04 - Ile de Nantes

- Divers sites centre-ville proches CHU et Ile de Nantes

Site 05 – Chantrerie

- 1 rue Christian Pauc à Nantes

Site 06 – Lombarderie

- 2 rue de la Houssinière à Nantes

Site 07 – Tertre

- Chemin de la Censive du Tertre à Nantes

Site 09 – Saint-Nazaire

- 58 rue Michel Ange à Saint-Nazaire
-

Les sites 02 et 10 ne sont pas concernés par cet accord cadre.

- Site 02 – IUT La Roche sur Yon
- Site 10 – INSPE Angers

VI. Liste des lots

Les Travaux sont prévus suivant la décomposition suivante :

- Lot technique n° 1 : Plâtrerie - Plafonds suspendus - Menuiserie intérieure bois – Agencement
- Lot technique n° 2 : Peinture - Revêtements muraux
- Lot technique n° 3 : Sols durs (Carrelage - Faïence) et sols souples
- Lot technique n° 4 : Serrurerie - Métallerie - Portail
- Lot technique n° 5 : Menuiseries extérieures (PVC - ALU - BOIS - ACIER)
- Lot technique n° 6 : Gros œuvre - Maçonnerie
- Lot technique n° 7 : Voirie Réseaux Divers
- Lot technique n° 8 : Etanchéité
- Lot technique n° 9 : Couverture (Métal - Ardoises)

VII. Travaux prévus

L'ensemble des travaux nécessaires au bon achèvement des ouvrages est compris dans le présent accord cadre mixte.

Les entreprises sont réputées avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces constituant le dossier complet des travaux.

Les entreprises sont réputées s'être assurées qu'il n'y a ni manque, ni double emploi dans les prestations fournies afin d'assurer un achèvement complet des travaux dans les règles de l'art, et pour la bonne construction. L'entrepreneur sera tenu de prévoir dans ses dépenses, tout ce qui doit, normalement entrer dans le prix d'une construction à forfait.

Les entreprises sont réputées avoir vérifié la conformité de la composition du dossier d'après les indications du bordereau des pièces fournies à chaque entreprise.

Les plans, devis descriptifs et autres documents joints au dossier de consultation forment un tout définissant les ouvrages à réaliser en se complétant mutuellement.

VIII. Généralités

1. Prestations à la charge des entreprises

Dans le cadre de l'exécution de l'accord cadre, les entrepreneurs devront implicitement :

- Toutes leurs installations de chantier propres à l'exécution des travaux,
- La fourniture, transport et mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de l'accord cadre à bons de commandes,
- L'établissement des plans de réservation et des plans de chantier,
- L'établissement des plans d'exécution (PAC plan atelier chantier),
- Tous les agrès, engins ou dispositifs de levage (ou descente) nécessaires à la réalisation des travaux,
- Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc. dans les conditions précisées aux documents contractuels,
- La fixation par tous moyens des ouvrages,
- L'enlèvement de tous les gravois des travaux et les nettoyages après travaux,
- La main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. des ouvrages en fin de travaux et après réception,

- La mise à jour ou l'établissement de tous les plans « comme construit » pour être remis au Maître de l'Ouvrage à la réception des travaux,
- La remise de toutes les instructions et modes d'emploi écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements,
- Les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuits, etc. nécessaires pour respecter les délais d'exécution,
- La quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata, le cas échéant.

Et tous les autres frais et prestations, même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.

2. Démarches et autorisations

Il appartiendra aux différents entrepreneurs d'effectuer, en temps utile, toutes les démarches et toutes demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc. nécessaires à la réalisation des travaux.

Copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches devront être transmises au Maître d'Ouvrage et à ses Assistants.

3. Règles d'exécution générales

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

A ce sujet, il est formellement précisé aux entreprises qu'il sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règles de l'art et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le Maître d'Ouvrage et/ou bureau d'études technique ou la Maîtrise d'Œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état, et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués « non traditionnels » devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'avis technique.

4. Prestations relatives aux fournitures et matériaux

a. Produits de marques

Pour certains matériels et produits, le choix du concepteur ne peut être défini d'une manière précise sans faire référence à un matériel ou produit d'un modèle d'une marque. Les marques et modèles, indiqués ci-après dans le CCTP avec la mention « ou équivalent », ne sont donc donnés qu'à titre de référence et à titre strictement indicatif.

Les entrepreneurs auront toujours toute latitude pour proposer des matériels et produits d'autres marques et modèles, sous réserve qu'ils soient au moins équivalents en qualité, dimensions, formes, aspects, etc.

Dans le cas contraire, l'offre de l'entreprise peut être écartée sans examen.

b. Responsabilité de l'entrepreneur

L'entrepreneur étant responsable de la fourniture des matériaux et de leur mise en œuvre, il conserve le droit de refuser l'emploi de matériaux ou composants préconisés s'il juge ne pas pouvoir en prendre la responsabilité.

Il devra alors justifier son refus par écrit avec toutes justifications à l'appui, avant la signature de l'accord cadre à bons de commandes.

c. Agréments, essais et analyses

Pour tous les matériaux et produits fabriqués soumis à un avis technique du CSTB, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux titulaires de cet avis technique, et il devra toujours être en mesure, à la demande du Maître d'Œuvre, d'en apporter la preuve.

L'entrepreneur sera également tenu de produire, à toute demande de la Maîtrise d'Œuvre, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés.

A défaut de production de ces procès-verbaux, le Maître d'Œuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.

5. Tolérances dimensionnelles

Les valeurs des tolérances dimensionnelles des ouvrages finis sont précisées dans les :

- Normes,
- DTU / CCTG,
- Règles professionnelles.

Les entrepreneurs devront, pour leurs ouvrages, respecter strictement ces tolérances.

Dans le cas de dépassement de ces tolérances dimensionnelles, le Maître d'Œuvre pourra refuser l'ouvrage et exiger son remplacement.

6. Etudes techniques

a. Plans, dessins de détail, notes de calcul, etc.

Les entrepreneurs devront établir tous les plans d'exécution ainsi que tous les détails de fabrication et note de calcul leur incombant dans le cadre de l'exécution de l'accord cadre à bons de commandes, et que le Maître d'Ouvrage et/ou bureau d'études technique jugera utiles à la bonne exécution des ouvrages.

Ces plans et dessins seront toujours établis à une échelle en rapport avec les dimensions des ouvrages afin de faire apparaître clairement tous les détails de l'exécution. Ils seront cotés et indiqueront toutes les dimensions, sections, diamètres, etc. utiles.

Les travaux ne pourront être commencés avant approbation de ces plans et dessins par le Maître d'Ouvrage et/ou Maître d'œuvre (VISA).

Cette approbation toutefois ne diminuera en rien la responsabilité de l'entrepreneur qui reste pleine et entière.

7. Réservations, percements, rebouchages, scellements, raccords, etc.

a. Prescriptions Générales

Les entrepreneurs auront implicitement à leur charge l'exécution de tous les percements, passages, trous, réservations, scellements, rebouchages, etc. nécessaires à la complète et parfaite finition des ouvrages et devront respecter les degrés coupe-feu ou pare flamme requis et ne pas diminuer les performances acoustiques, thermiques, d'étanchéité, d'esthétisme et de résistance des parois.

Les fourreaux traversant les parois horizontales devront dépasser le sol fini de 15 mm minimum.

b. Raccords

Les raccords seront exécutés par les corps d'état concernés.

Les raccords seront toujours réalisés en matériau strictement de même nature que le parement concerné.

La finition des raccords devra être parfaite, leur arasement strictement au même nu, aucune marque de reprise ne devra être visible, etc.

c. Respect des isolements phoniques

Dans tous les cas de percements, saignées, rebouchages, scellements, fourreaux, etc., les entrepreneurs devront veiller à respecter la valeur d'isolement phonique de la paroi concernée.

Ils devront prendre toutes dispositions nécessaires pour maintenir la valeur d'origine de l'isolement phonique de la paroi.

8. Réglementation générale

a. Réglementation générale applicable aux travaux

L'entrepreneur sera tenu de respecter, dans l'exécution de ses travaux ainsi que pour les installations et l'organisation de chantier, toutes les lois et textes réglementaires dans la mesure où ils concernent ses travaux, dont notamment les suivantes :

- Code civil,
- Règlement sanitaire départemental et/ou national,
- Textes relatifs à la sécurité et à la protection de la santé sur les chantiers,

- Législation concernant les conditions de travail et l'emploi de la main d'œuvre,
- Textes relatifs à la protection et à la sauvegarde de l'environnement,
- Textes concernant la limitation des bruits de chantier,
- Textes concernant les déchets de chantier.
- Loi N°2005-102 du 11 Février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées
- Décret N° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation
- Décret N° 2009-500 du 30 avril 2009 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et des bâtiments à usage d'habitation
- Arrêté du 1er août 2006 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R.111-19 à R.111-19-3 et R.111-19-6 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors d'une construction ou d'une création
- Arrêté du 21 mars 2007 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-8 et R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des établissements existants recevant du public et des installations existantes ouvertes au public
- Arrêté du 30 novembre 2007 modifiant l'arrêté du 1er août 2006 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R.111-19 à R.111-19-3 et R.111-19-6 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors d'une construction ou d'une création
- Circulaire interministérielle N° DGUHC 2007-53 du 30 novembre 2007 relative à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation
- Arrêté du 31/01/ 1986 relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation.
- Décret n° 88-1056 du 14/11/1988 en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques : article R.235-3.5 du code du travail

b. Réglementation concernant la sécurité et la santé

Les travaux seront soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 portant modification des dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, et de la réglementation subséquente, notamment :

- le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de génie civil,
- le décret n° 95-607 du 6 mai 1995 portant liste des prescriptions réglementaires que doivent respecter les travailleurs indépendants ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent directement une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil,
- le décret n° 95-608 du 6 mai 1995 portant modification du code du travail en vue du rendre applicable aux travailleurs indépendants ainsi qu'aux employeurs exerçant directement une activité sur les chantiers de BTP.

L'entrepreneur devra entreprendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer, dans tous les cas, la protection contre les chutes du personnel amené à travailler ou à circuler sur les échafaudages, conformément à la réglementation en vigueur :

- Décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 concernant l'exécution des dispositions du livre II du code du travail – Titre III
- DTU n° 43.3 – Annexe B – recommandation R 191 du 10 juin 1981 de la CNAM.

Les entreprises doivent prendre en compte toutes les modifications, réglementations applicables en conformité avec le décret 65-48.

Les candidats devront se renseigner auprès du Maître d'œuvre ou Maître d'Ouvrage, sur le ou les itinéraires à emprunter afin d'assurer l'approvisionnement en matériels et matériaux.

Le personnel des entreprises satisfera ses besoins en électricité en utilisant les réseaux existants du bâtiment. Il installera si besoin, les coffrets de chantier qui lui seront nécessaires afin d'assurer la distribution électrique et l'éclairage de ses zones d'intervention.

Les coffrets et les rallonges électriques de chantier seront sous la responsabilité des titulaires notamment pour ce qui concerne les protections (calibrage des différentiels, etc..).

c. Réglementations techniques

Les réglementations techniques qui régissent la plus grande partie des travaux, produits et procédés utilisés dans les travaux de bâtiment sont les suivantes :

- Les arrêtés concernant la protection des bâtiments contre l'incendie avec leurs additifs,
- La réglementation acoustique (NRA),
- La réglementation thermique (RT2025),

Pour les travaux, produits et procédés traditionnels :

- Les documents techniques unifiés (DTU),
- Les normes françaises AFNOR,
- Règles ou recommandations professionnelles.

Pour les produits et procédés « non traditionnels » ou « innovants » non couverts par les réglementations ci-dessus :

- Avis techniques,
- Agréments techniques européens,
- Procédure ATEX (avis techniques expérimentaux),
- Produits certifiés,
- Cahier des charges de mise en œuvre par les fabricants,
- Procédure d'avis de chantier,
- Documents techniques unifiés – DTU – CCTG,
- CCTG : DTU approuvés par décret, pour les marchés publics.

d. Obligation par les assureurs du respect des DTU

L'association française des assureurs construction (AFAC), intégrée depuis le 22 mai 1996 dans l'APSAD (Assemblée plénière des sociétés d'assurances dommages), a défini qu'étaient couverts dans le cadre du contrat de responsabilité décennale en risque normal : un ouvrage traditionnel réalisé par une entreprise qualifiée dans le cadre des spécifications des DTU, ou d'autres documents reconnus par l'AFAC, et maintenant l'APSAD.

9. Normes

Les fournitures devront répondre aux spécifications des normes françaises existantes.

Les normes françaises et les normes européennes qui y sont intégrées, lorsqu'elles sont homologuées, ont été rendues applicables par décrets.

a. Règles et recommandations professionnelles

Certains organismes professionnels ont édicté des règles professionnelles ou des recommandations professionnelles, qui définissent et précisent, en l'absence de DTU, les règles de l'art et les modalités d'exécution de leur domaine.

Le respect de ces règles ou recommandations, sauf pour celles figurant sur la liste de l'APSAD, est obligatoire.

b. Avis techniques

Les matériaux, équipements ou procédés de construction nouveaux, non couverts par les DTU et normes, peuvent faire l'objet de procédure d'avis technique, avec certificat de suivi et de marquage.

Pour tous les matériaux, équipements ou procédés de construction faisant l'objet d'une procédure d'avis technique, les assureurs ne prennent en garantie que ceux titulaires de cet avis technique.

Dans certains cas, les assureurs peuvent, en plus de l'avis technique, imposer des conditions particulières à définir conjointement avec les fabricants.

Pour la mise en œuvre de matériaux, équipements ou procédés de construction soumis à avis technique, l'entrepreneur devra prendre contact avec son assureur.

L'emploi de matériaux, procédés, éléments ou équipements nouveaux est subordonné à un avis technique et accord constaté des parties.

c. Divers

Connaissance des réglementations et des documents contractuels :

Chaque entrepreneur est contractuellement réputé parfaitement connaître les réglementations et les documents contractuels applicables aux travaux de l'accord cadre à bons de commandes.

En ce qui concerne les DTU – CCTG, il faut entendre tous les fascicules, additifs, erratum, modificatifs, etc. connus au moment des travaux.

c. Ordre de préséance

Dans le cas éventuel de divergences ou discordances implicites ou explicites entre les spécifications du CCTP et les clauses et prescriptions des DTU et des normes, il est précisé, en ce qui concerne les DTU ou normes :

Pour toutes les prescriptions ayant trait aux matériaux, aux techniques de construction, aux règles de mise en œuvre, à la coordination des travaux, aux règles de sécurité, ce sont les prescriptions des DTU et des normes qui prévaudront ;

Pour toutes les clauses à caractère administratif et financier et autres dispositions qui pourraient avoir une influence sur le caractère forfaitaire de l'accord cadre à bons de commandes, ce sont les clauses du CCTP qui prévaudront.

Pour ce qui est des textes « consistance des travaux » ou autres textes ayant le même objet, figurant dans les DTU, ce sont toujours les spécifications du CCTP qui prévaudront.

d. Nature et qualité des matériaux

Les matériaux et produits qui seront mis en œuvre dans les ouvrages devront impérativement répondre aux conditions et prescriptions ci-après (et aux conditions et prescriptions émises dans les CCTP spécifiques des lots).

Les matériaux et produits prévus dans les DTU ou faisant l'objet de normes NF ou EN devront répondre au minimum aux spécifications de ces documents.

Les matériaux et produits dits « non traditionnels » ou « innovants », non prévus dans les DTU et ne faisant pas l'objet de normes NF ou EN, devront selon le cas :

- Faire l'objet d'un avis technique ou d'agrément technique européen,
- Etre admis à la marque NF,
- Etre titulaire d'une certification ou d'un label.

Pour les matériaux et produits n'entrant dans aucun des cas ci-dessus, La procédure d'obtention de l'avis technique devra être lancée par l'entrepreneur.

Dans le cas où cette procédure d'obtention de l'avis technique exige un délai trop long, l'entrepreneur peut faire appel à une autre procédure dite avis technique expérimental.

En tout état de cause, l'entrepreneur ne pourra en aucun cas mettre en œuvre un matériau ou un produit qui ne serait pas pris en garantie par ses assureurs.

10. Dossiers d'Ouvrages Exécutés D.O.E

A la fin de ses travaux l'entreprise devra remettre au Maître d'œuvre ou Maître D'Ouvrage tous les plans, notes de calcul ainsi que toutes les fiches techniques qui devront être complétées ou refaites de façon à être rendues conformes à l'exécution définitive. L'entreprise devra alors remettre son DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES, établi en 2 exemplaires (1 exemplaire sur clé USB et 1 exemplaires papier) et comprenant :

- Les plans d'exécution et de détails des ouvrages réalisés mis à jour
- Les procès-verbaux d'essai pour les matériaux et les ouvrages devant avoir des performances acoustiques, coupe-feu, stable au feu, etc.
- Les fiches techniques des matériels et matériaux mis en œuvre, ces fiches seront suffisamment détaillées pour permettre à l'utilisateur d'effectuer ou de faire effectuer l'entretien courant

Nota : Les DOE seront à fournir lors des Opérations Préalables à la Réception (OPR).

IX. Organisation du chantier

1. Installations de chantier

L'ensemble des entreprises titulaires d'un ou de plusieurs lots devront prévoir la mise en place des clôtures de chantier (prévoir panneaux clôtures HERAS boulonnés entre eux ou équivalent) au pourtour des zones concernées par les travaux si nécessaire, en relation avec le coordinateur Sécurité et Protection de la Santé s'il y en a un, avec le maître d'ouvrage le cas échéant. Il devra établir les plans d'installation de chantier, avec le mode opératoire qui définira parfaitement le déroulement – délais d'exécution et prévoir l'ensemble des protections collectives – et panneau de chantier réglementaire, en accord avec toutes les entreprises intervenant sur le chantier et conforme aux dispositions générales du projet prévisionnel et du planning de travaux. Ce plan sera soumis à l'approbation du Maître d'Ouvrage et/ou des Assistants à la Maîtrise d'Ouvrage avant que les entreprises ne soient autorisées à procéder à l'installation du chantier.

1. Dégradations causées aux ouvrages finis

Pendant la durée de l'exécution des travaux, l'entrepreneur devra l'entretien et la protection de ses ouvrages.

Pendant le délai de garantie (suivant CCAP et/ou CCAG) ou celui de la garantie du fabricant, l'entreprise a l'obligation de parfaire à l'achèvement et, à ce titre, elle devra les travaux et prestations de finition ou de reprise nécessaires à l'achèvement des travaux ou au bon fonctionnement des appareils concernés.

Pour les sols, des panneaux de protection pourront être mis en place.

Pour les ouvrages soignés prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux.

Pour la réception, toutes les protections devront avoir été enlevées.

Dès la constatation de dégradations causées à ses ouvrages, l'entrepreneur signale au Maître d'Ouvrage les nettoyages spéciaux, réfections, réparations ou remplacements de l'ouvrage ou partie d'ouvrage qui sont rendus nécessaires par des salissures profondes ou par des dégradations causées par les autres corps d'état travaillant sur le chantier. Les frais occasionnés à l'entrepreneur pour la remise en état seront imputés au lot responsable des dégâts.

2. Dépenses – compte prorata

Il n'est pas prévu de compte des dépenses dans la mesure où le maître d'ouvrage prend à sa charge les consommations et besoins courants de l'entreprise intervenante sur le site (eau et électricité).

Les entreprises auront à leur charge tous les dispositifs et équipements indispensables pour assurer la sécurité des personnes et des biens sur l'espace public (lors de la livraison du matériel et des matériaux) à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment (lors de la réalisation des travaux)

3. Horaires, nuisances, sécurité incendie

Au regard des contraintes d'exploitation des sites, l'entreprise pourra intervenir sur les sites de -7h30 à 17h00 du lundi au vendredi. Le maître d'ouvrage pourra faire cesser des actions bruyantes ou dérangeantes chaque fois qu'il le jugera nécessaire.

Tous travaux par point chaud feront en outre, l'objet d'une demande de permis de feu formulée à l'avance auprès du Maître d'ouvrage.

4. Tenue du chantier

L'entrepreneur veillera tout spécialement :

- à la sécurité des abords du chantier pour les personnes ;
- au parfait état de propreté du chantier et de ses abords,
- à la gestion des nuisances sonores avec l'accord du maître d'ouvrage,

L'entrepreneur devra respecter le décret du 20 février 1992 qui concerne les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure. Il assure notamment le gardiennage, l'éclairage, la signalisation et la clôture des ouvrages en chantier.

Un état des lieux contradictoire sera réalisé avant les travaux. Un état des lieux sera réalisé en fin de chantier.

En ce qui concerne l'approvisionnement du matériel, le stockage de matériel sera réalisé à la charge de l'entrepreneur (zone de cantonnement à prévoir) et devra être soumis à l'autorisation du Maître d'Ouvrage. Un approvisionnement régulier du chantier devra être prévu afin de prévenir tout stockage négligent.

L'entrepreneur sera responsable en cas de perte ou de vol des matériaux stockés.

5. Délais et planning d'exécution

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations seront fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord cadre.

Les candidats préciseront les délais d'approvisionnement et de réalisation. Ils réaliseront une proposition de planning visualisant la programmation des travaux par phase et incluant le nombre d'hommes prévus et le nombre d'heures de travaux par jour.

Lorsque les travaux commandés impliqueront l'intervention de plusieurs entreprises, il appartiendra à chaque entreprise de respecter au plus près le calendrier prévisionnel remis avec la commande. Au cas où le délai imparti s'avérerait trop court, l'entrepreneur devra en informer au plus tôt – et au moins 72h avant la fin du délai prévu – l'émetteur de la commande, afin de pouvoir reprogrammer l'intervention de chacun.

L'entrepreneur ne pourra donc pas se prévaloir de la gêne apportée par d'autres entreprises qui se trouveraient à exécuter des travaux en même temps que lui.

6. Rendez-vous de chantier

Les rendez-vous de chantier auront lieu régulièrement, le jour et l'heure seront fixés par la Maîtrise d'Ouvrage en début des travaux.

L'entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous, ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager l'entreprise et donner sur le champ les ordres nécessaires aux agents de l'entreprise sur le chantier, faute de quoi les directives seront données par le Maître d'Œuvre ou Maître d'Ouvrage au frais de l'entreprise concernée.

Ces rendez-vous pourront éventuellement être complétés par des réunions de coordination.

Faute de respecter cette clause, l'entreprise sera considérée comme absente et sera frappée d'une pénalité prévue au CCAP.

X. Réseaux existants

L'entrepreneur devra s'assurer de la présence et des emplacements des réseaux d'égouts, eau, téléphone, électricité, etc. qui pourraient exister dans le terrain.

Aucune canalisation existante ne sera démolie, sans qu'une enquête préalable n'ait donné la certitude qu'elle ne fasse pas partie d'une installation en service.

Tout préjudice causé sera à la charge de l'entrepreneur responsable.

XI. Modifications

Aucune modification dans l'application des devis et plans ne sera réalisée sans un ordre écrit de la Maîtrise d'Ouvrage ou observations notées dans le rapport de chantier.

La réalisation de travaux supplémentaires devra faire l'objet de devis qui devront être acceptés avant exécution. Tous les devis fournis après exécution seront refusés et les travaux seront considérés comme étant réalisés dans le cadre du forfait.

XII. Bruits de chantier

1. Textes législatifs - réglementations

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entrepreneurs, dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment :

- Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992, dite « loi bruit », avec ses décrets et arrêtés d'application parus, relative à la lutte contre le bruit,
- Tous les articles des différents codes, et tous les décrets, arrêtés, circulaires, etc., dont plus particulièrement :
- L'arrêté du 12 mai 1997 pris en application de la directive 84/532/CEE du 17 septembre 1984 fixant les dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier relatif à la limitation des émissions sonores cités dans la réglementation en vigueur ;
- Ainsi que tous autres textes réglementaires parus à ce sujet depuis le 13 mai 1997.

2. Prescriptions essentielles concernant les bruits de chantier

Dans le cadre contractuel de l'accord cadre à bons de commandes, les entrepreneurs seront tenus à une obligation de résultat.

Ils devront prendre toutes dispositions nécessaires concernant les bruits de chantier pour que les niveaux de bruits aériens émis restent dans les limites fixées par la réglementation.

Le Maître d'Ouvrage ne devra en aucun cas pouvoir être inquiété en cas de dépassement des limites réglementaires, en cas d'infractions les entrepreneurs devront immédiatement prendre les dispositions qui s'imposent.

XIII. Nettoyage – Evacuation des déchets de chantier

1. Généralités

L'entrepreneur assurera quotidiennement le nettoyage, la réparation et la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées, ainsi que l'enlèvement des déchets de chantier, matériaux et matériels non réutilisés dans le cadre des travaux qui lui incombent.

Les nettoyages devront faire disparaître les taches de peinture, d'huile, de plâtre, de ciment, etc. Toutes les fournitures utiles à l'exécution des nettoyages seront à la charge de l'entrepreneur.

Les produits employés (solvants, décapants etc.) les procédés mis en œuvre (grattage, ponçage etc.) devront être appropriés, afin de ne pas provoquer l'altération des ouvrages nettoyés eux-mêmes ou de leur état de surface (pli, brillant).

Pour tous les revêtements non traditionnels, il y aura lieu de se référer aux indications données par le fabricant.

L'évacuation de tout déchet sera effectuée dans le respect de la réglementation en vigueur. Son coût est implicitement compris dans les prix unitaires des bordereaux.

Les déchets seront triés suivant 3 catégories :

- Les déchets banals
- Les déchets inertes
- Les déchets spéciaux

Les déchets seront évacués en respectant ce tri.

Tout rejet de déchets plus ou moins liquides (restes de plâtre, enduits, peinture...) dans les réseaux d'évacuation des installations du maître d'ouvrage est strictement interdit.

En fin de chantier et au plus tard le jour de la réception des travaux l'entrepreneur aura également à enlever à ses frais toutes les installations de chantier, et tous les ouvrages provisoires réalisés par ses soins, et les emplacements mis à disposition remis en état.

Si l'entrepreneur tentait de se soustraire à l'obligation d'enlever les matériels ou gravats provenant de ses travaux, le Maître d'Ouvrage ferait alors procéder après mise en demeure, au nettoyage par une entreprise spécialisée, aux frais uniques de l'entreprise défaillante.

Le Maître d'ouvrage pourra également faire application de pénalités prévues au CCAP en cas de non-respect de ces exigences.

2. Textes législatifs - réglementations

Les déchets de chantiers de bâtiment devront être gérés et traités par les entrepreneurs dans le cadre de la législation en vigueur à ce sujet :

Contexte législatif

Les orientations de la politique des déchets sont précisées à partir de quatre lois essentielles.

Loi n° 75-633 du 15 juillet 1975, modifiée, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.

Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Loi n° 92-646 du 13 juillet 1992, modifiée, relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Loi complétant et modifiant les deux précédentes.

Loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative aux renforcements de la protection de l'environnement.

Autres textes officiels concernant les déchets

Textes généraux

Décret n° 93-1410 du 29 décembre 1993 relatif aux modalités d'exercice du droit à l'information en matière de déchets (loi du 15 juillet 1975 – article 3.1).

Décret n° 95-1027 du 18 septembre 1995 relatif à la taxe sur le traitement et le stockage des déchets.

Déchets industriels et déchets particuliers :

Décret n° 77-974 du 19 août 1977 relatif aux informations à fournir au sujet des déchets industriels générateurs de nuisances.

Arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

Arrêté du 5 décembre 1996 relatif au transport par route des marchandises dangereuses.

Directive 91/689, CEE du 12 décembre 1994 fixant une liste des déchets dangereux (en application de la directive 91/689/CEE).

Classification des déchets :

Directive 75/442/CEE du 15 juillet 1975, modifiée par la directive 91/156/CEE du 18 mars 1991, en application de cette directive, la commission a établi une liste des déchets, appelée « catalogue européen des déchets ».

Dans cette liste, les déchets de chantier sont classés au Chapitre 17.

Arrêté du 21 février 1990, modifié, relatif aux critères de classification et aux conditions d'étiquetage et d'emballage des produits dangereux.

Décret n° 95-517 du 15 mai 1997 relatif à la classification française des déchets dangereux.

Ce décret transpose en droit français les différentes directives européennes à ce sujet.

Déchets de chantiers et emballages :

Décret n° 92-377 du 1er avril 1992 relatif aux déchets résultant de l'abandon des emballages.

Décret n° 92-1074 du 2 octobre 1992 relatif à la mise sur chantier, à l'utilisation et à l'élimination de certains produits dangereux.

Décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages.

Directive 94/62/CEE du 20 décembre 1995 relative aux emballages et aux déchets d'emballages.

Classification des décharges ou centres d'enfouissement.

Les décharges ou centres d'enfouissement sont actuellement classées en trois classes, à savoir :

Classe 1 : pour déchets dangereux, et notamment les déchets de chantier non triés, sauf ceux dangereux.

Classe 2 : pour déchets ménagers et assimilés, et déchets de chantier non triés, sauf ceux dangereux.

Classe 3 : pour déchets inertes, ainsi que les déchets des matériaux non friables contenant de l'amiante, dans la mesure où l'installation comporte des alvéoles dédiées à cet usage.

XIV. Gestion de l'Amiante

Avant toute intervention, l'entrepreneur devra avoir consulté les résultats du Diagnostic Technique A미ante (DTA) pour les bâtiments construits avant 1997.

L'entrepreneur devra prendre toutes précautions utiles pour la protection de la santé de ses employés, et toutes les mesures nécessaires à la protection de la santé des occupants.

Ainsi, il devra trouver des solutions pour éviter, si possible, de scier, percer ou poncer des matériaux pouvant contenir de l'amiante (MCA), sinon l'intervention devra être réalisée en sous-section 4 de façon à empêcher toute dispersion de fibres d'amiante. Les déchets ainsi produits devront ensuite être évacués dans un contenant spécial adapté (double ensachage spécial portant le pictogramme « amiante »).

Si ces déchets doivent être momentanément stockés, ce sera dans un local non accessible à tous. Ces déchets seront ensuite transférés dans un centre de stockage ou d'élimination agréé.

L'intervention devra toujours être réalisée dans le respect de la réglementation en vigueur, le B.S.D.A. (Bordereau de Suivi de Déchets Amiantés) sera obligatoirement remis à Nantes Université.

Il est demandé aux entreprises de chiffrer certains articles des bordereaux de prix unitaires en intégrant dans les prix unitaire le fait d'intervenir en présence de matériaux amiantés Sous-Section 4. Il appartiendra à l'entreprise, au regard des RAAT établis avant travaux et/ou en cas de suspicion de présence d'amiante, d'en informer le Maître d'Ouvrage et d'intervenir en Sous-Section 4 si la nature des travaux le permet.

Tous les percements, scellements et raccords devront être réalisés avec soin.

1. Attestation de formation des travailleurs

Il n'existe pas de qualification professionnelle spécifique pour les interventions sur des matériaux amiantés selon les dispositions de la sous-section 4 du décret n° 2012-639 du 4 Mai 2012, relatif aux risques d'exposition à l'amiante.

Dans ce décret (article R. 4412-144), la sous-section 4 regroupe toutes les interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante (dont le but n'est pas le retrait des matériaux amiantés, mais la maintenance, l'entretien courant ou la réhabilitation, comme c'est le cas pour les travaux du présent accord cadre à bons de commandes).

Il conviendra ainsi de vérifier que le personnel de l'entreprise a été formé aux risques :

L'entreprise devra justifier que ses salariés ont été informés sur le risque amiante et formés (hygiène, méthodologie des travaux et gestion des déchets) conformément à l'article R4412-87 du Code du Travail par un formateur compétent et certifié selon l'arrêté du 23 février 2012 (**attestation de formation sous-section 4**).

L'entreprise devra à minima présenter les attestations de compétences correspondantes pour deux opérateurs et un encadrant technique (*Il peut être admis que l'encadrant technique soit également à la fois opérateur de chantier*).

2. Modalités d'exécution des travaux (prescriptions générales)

Cadre réglementaire

L'entreprise devra notamment respecter la réglementation suivante en vigueur :

- Articles R4412-94 à R4412-124 et R4412-144 à R4412-148 du code du travail.
- Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante.
- Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages.
- Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.
- Décret n°2013-594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.
- Décret n° 2015-789 du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.
- Norme NF EN ISO 16000-7 relative à la stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air intérieur et son guide d'application (GA X46-033 d'août 2012).

Assurance responsabilité spécifique au risque amiante

Le titulaire de l'accord cadre mixte devra justifier de la souscription d'une police de responsabilité civile dès le début de son intervention. Cette police aura pour objet de garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du Maître d'Ouvrage à la suite de dommages de toutes natures, corporels, matériels et/ou immatériels, consécutifs ou non, survenant pendant ou après les travaux et aussi longtemps que sa responsabilité pourra être recherchée. Les garanties de sa police devront être étendues aux responsabilités pouvant lui incomber du fait de ses sous-traitants et du recours des tiers.

Etablissement d'un mode opératoire

L'entreprise doit l'établissement d'un mode opératoire selon l'art. R.4412-145 à 147 du code du travail.

Le mode opératoire contiendra les informations suivantes :

- La nature de l'intervention.
- Les matériaux concernés.
- La fréquence et les modalités de contrôle du niveau d'empoussièrement du processus mis en œuvre et du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle.
- Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre.
- Les notices de poste prévues à l'article R.4412-39.
- Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention.
- Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements.
- Les procédures de gestion des déchets.
- Les durées et temps de travail déterminés en application des articles R.4412-118 et R.4412-119.

Lorsque la durée prévisible de l'intervention est supérieure à cinq jours, l'entreprise doit également transmettre à la DIRECCTE, la CARSAT et l'OPPBTP :

- Le lieu, la date de commencement et la durée probable de l'intervention.
- La localisation de la zone à traiter, la description de l'environnement de travail du lieu de l'intervention.
- Les dossiers techniques prévus à l'article R.4412-97.
- La liste des travailleurs impliqués. Cette liste mentionne les dates de délivrance des attestations de compétence des travailleurs, les dates de visite médicale et précise, le cas échéant, le nom des travailleurs sauveteurs secouristes du travail affectés au chantier ainsi que les dates de validité de leur formation.

Principe et moyens de prévention de l'empoussièrement

L'entreprise justifiera de la méthodologie d'exécution des travaux de chacun des processus envisagés. Par processus on entend : chaque couple matériaux / mode opératoire utilisés, et type de protections collectives mises en œuvre.

L'entreprise estimera le niveau d'empoussièrement attendu pour chaque processus et adaptera les protections individuelles et collectives en respectant la VLEP suivant la réglementation en vigueur.

Pour chaque processus envisagé, en fonction du taux d'empoussièrement envisagé, chaque entreprise fournira le descriptif :

- de l'analyse préalable du chantier (particularités, risques, ...).
- du mode opératoire.
- le niveau d'empoussièrement envisagé en fonction du mode opératoire.
- des équipements de protection collectifs et individuels envisagés.
- des moyens en personnel et en matériel prévus.
- du détail du programme de contrôles définissant les emplacements, la fréquence, le type et les objectifs de résultats des contrôles que l'entreprise effectuera pendant les travaux.

Pour chaque processus et dans le cadre du mode opératoire mise en œuvre, chaque entreprise devra pouvoir justifier à tout moment à la Maîtrise d'Ouvrage, au Maître d'œuvre et au CSPS, le niveau d'empoussièrement et la valeur limite d'exposition professionnelle (VLEP).

A défaut, l'entreprise devra se baser sur les résultats issus de la base Scol@miante. L'entreprise intégrera dans son offre la réalisation de chantiers tests pour justifier l'empoussièrement des tous les processus envisagés qu'elle n'a pas déjà validés.

Conformément à l'article R4412-108 du code du travail, afin de réduire au niveau le plus bas techniquement possible la durée et le niveau d'exposition des travailleurs, et pour garantir l'absence de pollution du bâtiment, équipements, structures, installations dans lesquels, ou dans l'environnement desquels les opérations sont réalisées, l'entreprise met en œuvre :

- Des techniques et des modes opératoires de réduction de l'empoussièrement.
- Les mesures nécessaires de confinement et de limitation de la diffusion des fibres d'amiante à l'extérieur de la zone des opérations, notamment en mettant à disposition des travailleurs les moyens de décontamination appropriés et en définissant la procédure de décontamination à mettre en œuvre.

Les travaux doivent être réalisés conformément aux stipulations minimales suivantes :

- Balisage de la zone d'intervention pendant les travaux.

- Mise en place de protections résistantes et étanches (film de propreté) sur surfaces, structures et équipements non concernés par l'opération, non contaminables, et susceptibles d'être pollués par les travaux.
- Utilisation d'équipements de protection individuelle du personnel adapté au niveau d'empoussièrement et aux contraintes de travail (combinaison, gants, bottes, et masque complet à filtration P3 à ventilation assistée).
- Réalisation des travaux avec les processus permettant d'abaisser la concentration en fibres d'amiante au niveau le plus bas techniquement possible avec notamment l'abattage des poussières, l'aspiration des poussières à la source, la sédimentation continue des fibres en suspension dans l'air.
- Conditionnement et évacuation des déchets à l'avancement et conforme à la réglementation ADR (Agreement concerning the International carriage of Dangerous goods by Road) de transport de produits dangereux.
- L'entreprise devra justifier que tous les équipements sortant de la zone, seront intégralement décontaminables (EPI y compris masque et sangles, outils de travail, ...), ou justifier de procédure garantissant la non-propagation de fibres amiantées hors de la zone.
- L'accès à la zone de chantier doit être rigoureusement interdit pendant toute la durée du chantier à toute personne.

Renforcement du dispositif de gestion des déchets

Traitement des déchets produits lors des interventions en contact avec l'amiante :

L'entreprise devra transmettre avant le démarrage des travaux les certificats d'acceptation préalable (CAP) de déchets amiantés en filière pour chaque catégorie de déchets.

L'évacuation des déchets d'amiante connexes générés par les travaux (EPI, films plastiques, ...) est également à la charge de l'entreprise au même titre que les déchets issus du retrait de matériaux amiantés.

L'entreprise triera les déchets amiantés par nature de matériaux et devra les évacuer en filière agréée (installation de stockage de déchets dangereux ou inertage).

Les déchets amiantés sont ramassés au fur et à mesure de leur production, conditionnés dans des emballages appropriés et fermés (double ensachage en big-bag ou conditionnés sur palettes filmées) avec apposition de l'étiquetage « amiante ».

Les colis doivent être décontaminés à la sortie de la zone de travail et stockés dans la zone de déchets amiantés dédiée. L'accès à cette zone est interdit à tout personne étrangère à l'entreprise et doit être correctement fermée et balisée (local dédié mis à disposition par le Maître d'Ouvrage ou zone à l'extérieure fermée par des barrières Heras avec collier anti-effraction).

Les déchets doivent ensuite être évacués hors du chantier dès que le volume le justifie. Pour rappel le transit de déchets dangereux est soumis à une déclaration ou une autorisation préfectorale selon les charges au titre des installations classées pour l'environnement.

L'entreprise transmettra pour signature au Maître d'Ouvrage les bordereaux de suivi de déchets (BSDA) complétés avant l'évacuation des déchets.

L'entreprise devra s'assurer et être en mesure de démontrer au Maître d'Ouvrage ou Maître d'Œuvre que le transporteur ou le collecteur des déchets dangereux ou non dangereux dispose bien de l'ensemble des agréments préfectoraux pour le transport ou le transit de ces déchets.

L'ensemble des BSDA signés par la filière d'évacuation devront être remis au Maître d'Ouvrage en fin de chantier lors de la remise du DOE.

L'ensemble des coûts liés au conditionnement, au transport et au traitement des déchets contenant de l'amiante en filières seront compris dans l'offre du titulaire du présent lot.

XV. Renseignements

Pour toute demande de renseignements complémentaires, les candidats passeront par la plate-forme de dématérialisation des marchés de l'Etat (PLACE) sur laquelle ils auront, au préalable, téléchargé le dossier de consultation des entreprises (DCE). Il ne sera pas fait suite à des questions orales.